

Enfin, le resserrement de la coordination entre le GATT et les institutions financières n'est pas seulement souhaitable par lui-même; il devrait aussi contribuer au renforcement du processus de consultation entre les ministres du Commerce et des Finances de chaque pays. La nécessité d'apporter des changements institutionnels au processus de détermination des politiques, à l'échelle nationale et internationale, ne se fait peut-être jamais autant sentir qu'en ce qui concerne la politique commerciale. C'est un point important dont doit tenir compte l'autre élément clé du fonctionnement du système du GATT, la surveillance des politiques commerciales.

Surveillance

L'affaiblissement des relations institutionnelles peut être imputé aux vices de conformation du GATT. Dans une large mesure, ce sont eux qui expliquent que la politique commerciale d'un pays membre ne fasse pas régulièrement l'objet d'analyses et d'évaluations, ce qui constituerait, à l'échelle des mesures inspirées par des situations micro-économiques particulières, une contrepartie au mandat du Fonds en matière de politique macro-économique. Les ressources insuffisantes du Secrétariat, ainsi que l'absence d'un forum où les politiques seraient examinées à l'échelon des fonctionnaires et à celui des ministres, sont des symptômes de la "constitution" imparfaite et ambiguë du GATT.